

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

42/2-4 | 2001

La police politique en Union soviétique, 1918-1953

L'OGPU en 1924

Radiographie d'une institution à son niveau d'étiage

Nicolas Werth



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8461>

DOI : 10.4000/monderusse.8461

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2001

Pagination : 397-422

ISBN : 2-7132-1398-3

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Nicolas Werth, « L'OGPU en 1924 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 42/2-4 | 2001, mis en ligne le 01 janvier 2007, Consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8461> ; DOI : 10.4000/monderusse.8461

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_422&ID_ARTICLE=CMR_422_0397

L'OGPU en 1924. Radiographie d'une institution à son niveau d'étiage

par Nicolas WERTH

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2001/2-3-4 - Vol 42

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713213983 | pages 397 à 422

Pour citer cet article :

— WERTH N., L'OGPU en 1924. Radiographie d'une institution à son niveau d'étiage, *Cahiers du monde russe* 2001/ 2-3-4, Vol 42, p. 397-422.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

NICOLAS WERTH

L'OGPU EN 1924

Radiographie d'une institution à son niveau d'étiage

La source principale sur laquelle se fonde cette étude est une série de rapports adressés par les responsables de chacun des principaux départements de l'OGPU à Feliks Dzeržinskij en décembre 1924¹. Extrêmement détaillés (l'ensemble des rapports compte un millier de pages, avec un grand nombre de diagrammes et de tableaux statistiques), ces dossiers s'apparentent à ce que l'on appellerait aujourd'hui, en langage administratif, une « programmation budgétaire », avec un bilan des actions entreprises par la police politique au cours de l'année 1924 et l'exposé des besoins budgétaires et des priorités pour l'année 1925.

À ma connaissance, nous ne disposons pas, dans les archives aujourd'hui accessibles, de documents du même type concernant d'autres années. Ces dossiers ont été conservés dans le fonds personnel du fondateur de la police politique soviétique, Feliks Dzeržinskij. Plusieurs d'entre eux ont été annotés par le chef de l'OGPU, qui s'est sans doute servi de ces documents — qu'il avait expressément commandés à ses subordonnés pour la date butoir du 15 décembre 1924 — afin d'étayer son argumentaire devant la commission du *Polithjuro* chargée d'arbitrer, fin décembre, le différend qui avait surgi entre le commissariat du peuple aux Finances (dirigé par Grigorij Sokol'nikov) et l'OGPU à propos du budget de la police politique.

Ainsi, c'est grâce à un différend inter-administratif, somme toute assez courant, entre deux administrations, que l'on dispose de cette « radiographie » de l'OGPU à un moment donné. L'intérêt de ces documents est double :

– en tant qu'ils nous fournissent un organigramme précis de l'OGPU, avec ses effectifs région par région, le budget détaillé de ses différents services, les domaines d'activité et les actions menées, les « objectifs » visés, à un moment

1. Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Social'no-Političeskoj Istorii (RGASPI), f. 76, op. 3, d. 306 et 307.

relativement peu connu (l'étude de George Leggett sur la Tchèque² s'arrêtant au début de l'année 1922), qui marque, en cet apogée de la NEP, le niveau d'étiage de la police politique pour l'ensemble de la période soviétique ;

– en tant qu'ils nous révèlent la vision qu'avaient les dirigeants de la police politique de leur mission, dans un contexte davantage défensif qu'offensif. Comment répondaient-ils aux critiques qui leur étaient adressées par d'autres administrations — le commissariat du peuple aux Finances, mais aussi le commissariat du peuple à la Justice, le commissariat du peuple aux Affaires étrangères —, par certains dirigeants politiques, et non des moindres, tels Nikolaj Buharin ? Quelle était leur vision de la place de l'OGPU dans la configuration de la NEP « réaffirmée et triomphante », après le Plenum du Comité central d'octobre 1924, qui avait mis notamment à l'ordre du jour le mot d'ordre « Face à la campagne ! » (*Licom k derevne !*) ? Comment une institution qui s'était développée de manière exponentielle et avait proliféré de façon anarchique, sans entraves ni contrôle, durant les années « héroïques » du communisme de guerre et de la guerre civile, une institution qui était le lieu absolu de l'arbitraire où « tout était possible » (« C'est la vie même, disait Dzeržinskij, qui règle la conduite de notre organisation »³) réagissait-elle au « contrôle comptable et politiquement myope des Messieurs du *Narkomfin* bien au chaud dans leurs bureaux moscovites »⁴ ?

Avant d'examiner l'état des lieux de l'OGPU tel qu'il transparaît à travers les rapports internes adressés à Feliks Dzeržinskij en décembre 1924, je présenterai brièvement le contexte dans lequel s'inscrivent les documents qui ont servi de base à cette étude.

I

« L'affaire » débute le 9 octobre 1924, lorsque Grigorij Sokol'nikov envoie une note au *Politbjuro* dans laquelle il propose de diminuer, de manière substantielle, le budget de l'OGPU (celui-ci passerait, pour l'année 1925, de 59 millions de roubles à 48 millions) et de réduire, en conséquence, les effectifs de la police politique. Ceux-ci ne devraient pas excéder 24 000 agents civils, soit 20 000 agents rémunérés au budget (*glasnye*) et, au maximum, 4 000 agents rémunérés sur les « fonds secrets » (*neglasnye*)⁵, alors qu'au 1^{er} octobre 1923, les effectifs civils de l'OGPU comptaient encore 34 452 agents (dont environ 8 000 agents rémunérés sur les « fonds secrets »)⁶. Le commissaire du peuple aux Finances préconisait des coupes

2. G. Leggett, *The Cheka : Lenin's political police*, Oxford, Clarendon Press, 1981.

3. M. Laciš, « Tov. Dzeržinskij i VČK » (Le cam. Dzeržinskij et la VČK), *Proletarskaja Revoljucija*, 9, 1926, p. 81.

4. Selon les termes de L. I. Berenzon, chef du Département financier de l'OGPU, dans son rapport à Dzeržinskij, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 195.

5. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, ll. 36-37.

6. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 217-218 ; d. 305, l. 36.

sombres tout particulièrement en matière de « fonds secrets », qu'il proposait de réduire de 8,2 millions de roubles à 3,7 millions. Par ailleurs, Sokol'nikov demandait une forte diminution des effectifs des troupes territoriales de l'OGPU (*territorial'nye vojska*) et des troupes d'escorte (*konvojnye vojska*), qui devraient passer de 30 600 à 22 000 hommes.

En réponse à « cette pression inouïe du *Narkomfin* »⁷, F. Dzeržinskij envoie, le 2 novembre 1924, une note au *Politburo*, dans laquelle il rappelle qu'en trois ans (1921-1924), l'organisation qu'il dirige a vu ses effectifs fondre des trois quarts pour le personnel civil (passé, selon Dzeržinskij, de 90 000 à 21 100 agents) et de près de 90 % pour le personnel militaire (passé, de 126 000 à un peu plus de 13 000 hommes)⁸. Dzeržinskij souligne qu'il a toujours lui-même pris le premier toutes les mesures pour lutter contre le « gonflement des effectifs » (*razbuhanie štatov*) de l'OGPU, mais qu'une limite a désormais été atteinte. Il met en avant deux éléments que l'on retrouve dans la quasi-totalité des rapports des responsables de département de l'OGPU :

– d'une part, le fait que la situation intérieure du régime restait très fragile à cause des difficultés économiques persistantes, notamment dans les campagnes mal contrôlées, frappées, en de nombreuses régions, par une très mauvaise récolte, et qui constituaient, de ce fait, un terrain propice à l'action de groupes hostiles au

7. Projet de note au *Politburo*, adressé par F. Dzeržinskij à G. Jagoda, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, l. 56.

8. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, l. 50. Il apparaît qu'entre le 1^{er} octobre 1923 et le 1^{er} octobre 1924, les effectifs civils de l'OGPU avaient déjà été fortement réduits, passant de 34 452 à 26 000 agents (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 217-218). En réalité, comme il ressort du tableau détaillé préparé par L. I. Berenzon, le responsable du Département financier de l'OGPU, le nombre effectif des agents de l'OGPU était inférieur au nombre des postes budgétaires officiellement attribués, ceci afin de permettre le paiement de « compléments de salaires » et de primes (*ibid.*, ll. 218-219) : les 26 000 postes budgétaires correspondaient en réalité à 21 100 agents civils effectifs. Par ailleurs, les responsables de l'OGPU entretenaient, dans les données statistiques qu'ils produisaient, une ambiguïté, sans doute volontaire, concernant les agents rémunérés sur les fonds secrets, qui étaient tantôt comptés, tantôt omis des statistiques globales, en fonction de l'argumentaire développé. Ainsi le chiffre cité par Dzeržinskij dans sa note au *Politburo* — 21 100 agents civils — ne prenait-il pas en compte les agents rémunérés sur fonds secrets. Concernant les effectifs militaires de l'OGPU, les données citées par Dzeržinskij sont aussi sujettes à caution : ainsi les 126 300 hommes des troupes de l'OGPU, début 1922, comprenaient les troupes territoriales, les troupes d'escorte et les gardes-frontières, alors que le chiffre de 13 000 hommes, pour la fin de 1924, cité par Dzeržinskij ne prenait en compte que les seules troupes territoriales. Sur les effectifs civils et militaires de l'OGPU de 1921 à 1924, cf. : RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 4-15. La diminution des effectifs globaux de l'OGPU apparaît néanmoins très spectaculaire au cours de ces années, avec toutefois des variations significatives : le point de basculement n'est pas l'année 1921 (durant laquelle les effectifs civils de l'OGPU restent stables, à leur plus haut niveau — 90 000 hommes), mais le second semestre de l'année 1922 (le nombre des agents civils de l'OGPU passe de 76 000 en avril 1922 à 45 000 au 1^{er} janvier 1923). On constate une évolution parallèle en ce qui concerne les effectifs militaires (119 400 au 1^{er} juillet 1922, 69 500 fin 1922). Ces données confirment ce que nombre de recherches récentes sur la période ont montré — à savoir la laborieuse mise en place de la NEP et la lente retombée des tensions entre le régime et la société, perceptible principalement à partir de l'été, voire de l'automne 1922. Cf. : Viktor P. Danilov, Alexis Berelowitch, eds, *Sovetskaja derevnja glazami VČK-OGPU-NKVD. Dokumenty i materialy (La campagne soviétique à travers les yeux de la VČK-OGPU-NKVD. Documents et matériaux)*, T. 1 : 1918-1922, Moscou, Rosspen, 1998.

régime : « Aujourd’hui, écrit F. Dzeržinskij, la situation intérieure est particulièrement tendue en raison de la pression très forte des forces antisoviétiques de tout poil : groupes d’espions, de contre-révolutionnaires et de bandits » ;

– d’autre part, l’immense désenchantement, la grande misère psychologique et matérielle des tchékistes de base, qui ne disposaient pas des moyens nécessaires à leur « mission de défense de la Révolution ». « Diminuer une fois encore le budget de l’OGPU, conclut F. Dzeržinskij, serait une expérimentation qui risquerait d’ébranler définitivement l’organe de défense de la République (*sic*) qu’est l’OGPU [...] Céder nos positions, ce serait battre définitivement en retraite face à la NEP des *obyvateli* et des bourgeois de toute espèce, désarmer le bras armé de la Révolution. »⁹

Le 5 novembre 1924, le *Politbjuro* discute du budget de l’OGPU. Faute de consensus, une commission est créée, composée de Molotov, Stalin, Sokol’nikov, Kalinin, Dzeržinskij, Unšliht et Buharin¹⁰. Le lendemain, Dzeržinskij envoie une note à tous les chefs de département de l’OGPU leur demandant de fournir, pour le 15 décembre au plus tard, un « état des lieux » précis de leurs services, ainsi qu’une programmation de leurs besoins financiers. Dzeržinskij écrit à Jagoda :

« Sans céder sur l’essentiel — l’avenir de notre institution —, il faut naturellement traquer toute dépense superflue et ne pas oublier que nous sommes un organe non productif dont chaque dépense pèse lourdement sur le pays, à un moment où la situation économique et financière reste très difficile et où les ouvriers reçoivent des salaires de misère. Ce faisant, nous aurons la conscience claire devant le pays et devant la Révolution. »¹¹

Naturellement, le débat sur le budget de l’OGPU va bien au-delà d’une simple question financière et comptable. Il révèle des conflits inter-institutionnels et des options politiques différentes à ce moment charnière de la NEP. La discussion budgétaire est close fin décembre 1924 : elle s’achève, à la commission du *Politbjuro*, sur une victoire de Dzeržinskij, soutenu par son adjoint Unšliht, et surtout par Stalin, Molotov et Kalinin, face à Sokol’nikov et Buharin. Le budget et les effectifs de l’OGPU sont globalement maintenus à leur niveau d’octobre 1924. Ils ne diminueront plus, et reprendront leur croissance à partir de 1926-1927.

Quant aux discussions politiques sur la place de l’OGPU, elles se poursuivent durant la première moitié de 1925. Quelques jalons importants de cette discussion transparaissent à travers la correspondance des dirigeants bolcheviks¹². Sans entrer dans les détails, je mentionnerai brièvement les principaux protagonistes de ce débat, en rappelant que les discussions, au sein de la direction bolchevique, sur la

9. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, ll. 56-57.

10. RGASPI, f. 17, op. 3, d. 473.

11. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, l. 53.

12. Cf. le recueil de correspondances publié sous la direction d’Aleksandr Kvašonkin et d’Oleg Hlevnjuk : A. Kvašonkin, O. Hlevnjuk *et al.*, eds, *Bol’shevistskoe rukovodstvo. Perepiska 1912-1927 (Les dirigeants bolcheviks. Correspondance 1912-1927)*, Moscou, Rosspen, 1996.

place et les fonctions de la police politique, avaient en réalité débuté dès les premières années du régime (notamment au moment des « excès » de la « Terreur rouge » de septembre-octobre 1918¹³, ou lors de la transformation de la Tchéka en GPU, au début de 1922, lorsque furent redéfinies les prérogatives de la police politique, notamment en matière de répression extra-judiciaire). Au nombre des dirigeants qui souhaitent, en 1924-1925, restreindre la place de l'OGPU figure, en premier lieu, Nikolaj Buharin. Au moment de la discussion du budget de la police politique, il écrit à Feliks Dzeržinskij, le 21 décembre 1924 :

« Je considère que nous devrions passer plus rapidement à une forme plus “libérale” de pouvoir soviétique : moins de répressions, plus de légalité, plus de discussions, plus de pouvoir local (sous la direction du Parti *naturaliter* [naturellement]), etc. C'est pourquoi je me prononce parfois contre les propositions visant à élargir les attributions de l'OGPU. Comprenez, cher Feliks Edmundovič (et vous savez combien je vous aime), que vous n'avez pas la moindre raison de me soupçonner de quelques mauvaises pensées à votre égard ou à l'égard de l'OGPU comme institution. Ma position est une position de principe — voilà le fond de l'affaire... »¹⁴

Autre conflit larvé, et traditionnel : entre l'OGPU et le commissariat du peuple à la Justice, Feliks Dzeržinskij et Nikolaj Krylenko. En avril 1925, Krylenko envoie au *Politbjuro* une longue lettre dans laquelle il critique la tendance de l'OGPU à « élargir le champ, déjà considérable, de ses droits en matière extra-judiciaire »¹⁵. Durant l'année 1924 et le premier trimestre 1925, les « Collèges spéciaux » (*Osobyje soveščanija*) de l'OGPU avaient condamné, pour la seule RSFSR, 9 362 personnes ; sur ce nombre, 650 (soit 6,9 %) avaient été condamnées à mort¹⁶. Nikolaj Krylenko rapprochait ce chiffre des 615 condamnations à la peine capitale prononcées par l'ensemble des tribunaux de la RSFSR durant la même période, sur un total de plus de 65 000 condamnations. Le commissaire du peuple à la Justice dénonçait, par ailleurs, les conditions inhumaines dans lesquelles étaient exilées en

13. G. Leggett, *op. cit.*, pp.116-120.

14. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 345, l. 2. Cette lettre a été publiée in *Voprosy istorii KPSS*, 11, 1988, pp. 42-43.

15. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 362, ll. 1-6.

16. Pour l'ensemble de l'URSS, selon les statistiques centralisées de la police politique, 2 550 personnes avaient été condamnées à mort durant l'année 1924. Ce chiffre figure dans le rapport sur le nombre de personnes jugées par les juridictions spéciales de la police politique entre 1921 et 1953, envoyé par le ministre de l'Intérieur, S. N. Kruglov, à Malenkov et Hruščev le 5 janvier 1954 (V. P. Popov, « Gosudarstvennyj terror v Sovetskoj Rossii, 1923-1953 » (La terreur d'État en Russie Soviétique, 1923-1953), *Otečestvennye arhivy*, 2, 1992, p. 28). Considérant les recherches récentes sur le soulèvement géorgien d'août-septembre 1924 (Markus Wehner, « Le soulèvement géorgien de 1924 et la réaction des bolcheviks », *Communisme*, 42-43-44, 1995, pp. 155-170), qui font état de plus de 12 000 exécutions sommaires ordonnées à la suite de cet épisode par Sergo Ordžonikidze, premier secrétaire du Comité du parti bolchevik de Transcaucasie, et Lavrentij Berija, chef de la GPU de Transcaucasie, il apparaît que le chiffre de 2 550 exécutions pour l'année 1924 ne reflète qu'une partie de la répression, sans doute celle dûment rapportée aux instances centrales, approuvée par elles et archivée pour les statistiques centralisées de la police politique.

Sibérie et dans l'Extrême-Nord, sur simple mesure administrative et sans le moindre pécule, des milliers de personnes « socialement dangereuses », parmi lesquelles on trouve aussi bien de jeunes étudiants de 18-19 ans que des vieillards de 65-70 ans, notamment de milieux cléricaux, et même des vieilles femmes « socialement étrangères et nuisibles »¹⁷. Pour limiter les « abus » de l'OGPU, Krylenko proposait de limiter « sévèrement et fortement » les droits de l'OGPU en matière extra-judiciaire : ne seraient plus du ressort de la police politique que les affaires relatives aux seuls membres reconnus de « partis politiques hostiles au parti communiste » (et non pas les affaires de « contre-révolution en général »), les affaires d'espionnage, de grand banditisme, de faux-monnayage, d'abus de pouvoir ou de crimes commis par les fonctionnaires de l'OGPU. L'enfermement, par mesure administrative, dans un camp, ne pourrait dépasser un an (au lieu de trois jusqu'alors). Ces mesures — qui ne furent jamais adoptées — devaient considérablement restreindre les droits accordés, par un décret du Praesidium du Comité exécutif central de l'URSS, en date du 24 mars 1924. Ce texte permettait aux Collèges spéciaux de l'OGPU d'exiler pour trois ans dans les régions inhospitalières du pays ou d'enfermer dans un camp de concentration pour trois ans toute personne « socialement dangereuse », catégorie extrêmement large regroupant pêle-mêle individus soupçonnés d'activités « contre-révolutionnaires », de contrebande, de faux-monnayage mais aussi personnes « sans occupation déterminée ou productive », tels que les « affairistes », les « joueurs de jeux de hasard », les « trafiquants de drogue et d'alcools », les « spéculateurs au marché noir » et les « éléments socialement dangereux de par leur passé, c'est-à-dire ayant été condamnés à deux reprises ou ayant été à quatre reprises interpellés pour atteinte aux biens ou aux personnes. »¹⁸

Dzeržinskij réagit très vivement aux attaques du commissariat du peuple à la Justice dans une lettre à Lev Mehlis. Un des arguments principaux du chef de l'OGPU en faveur du maintien de la répression administrative et extra-judiciaire était le fait que toute publicité des débats dans un procès public de « contre-révolutionnaires » apparaissait hautement « contre-productive » du point de vue politique :

17. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 362, l. 4. Krylenko relevait que sur 14 104 personnes condamnées par l'OGPU de janvier 1924 à avril 1925, un quart environ (3 181) l'avaient été pour leur seule appartenance à une « classe socialement étrangère », 4 097 pour « activités contre-révolutionnaires » (sans autre précision), 3 423 pour banditisme. En outre, 743 individus avaient été condamnés pour faux-monnayage, 715 pour « passage illégal de la frontière d'État », 627 pour « contrebande ». Dans sa longue note au *Politbjuro*, N. Krylenko donnait des exemples éclairants sur le déroulement des « sessions » des « Collèges spéciaux » de l'OGPU : en moyenne, chaque « session » examinait, en l'espace de quelques heures, entre 100 et 300 dossiers. La dernière en date, avant la rédaction de la note de Krylenko, celle du 27 avril 1925, avait ainsi examiné 110 affaires en quatre heures : 16 personnes avaient été condamnées à la peine capitale, 51 à une peine de camp, 29 à une peine d'exil intérieur, 6 à une peine d'emprisonnement, 1 à l'exil hors d'URSS ; 7 affaires avaient été transmises au Parquet ou suspendues (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 362, ll. 4-5).

18. Texte complet du décret du 24 mars 1924 in A. I. Kokurin, N. V. Petrov, *Lubianka, 1917-1960. Spravočnik (La Lubianka, 1917-1960. Guide)*, Moscou, Iz. Meždunarodnyj Fond Demokratija, 1997, pp. 179-181.

« L'expérience a montré que, plus on parle du terrorisme, plus il devient populaire. Des procès publics d'opposants monarchistes ne feraient que stimuler l'activité des groupes monarchistes à l'étranger et leur permettraient d'obtenir une aide financière, et une aide tout court, de tous les états-majors et autres services d'espionnage des pays capitalistes... »¹⁹

Remarque intéressante, qui éclaire — entre autres facteurs, naturellement — la pratique de la *konspiracija*, au coeur de la politique bolchevique en général.

Un troisième détracteur de l'OGPU semble avoir été le commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Les relations étaient exécrables entre Georgij Čičerin et son adjoint Maksim Litvinov, d'une part, et les responsables des départements « étranger » (*Inotdel*) et de contre-espionnage (*Kontrrazvedotdel*) de l'OGPU, dirigés respectivement par Mihail Trilisser et Artur Artuzov, d'autre part. Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères se plaignait régulièrement du fait que l'OGPU ne le tenait pas informé des arrestations — trop nombreuses et souvent infondées — d'étrangers, notamment sous prétexte « d'espionnage économique » (en 1924, l'OGPU avait arrêté 926 ressortissants étrangers ; selon le *Narkomindel*, les trois quarts de ces arrestations n'avaient aucun fondement)²⁰. Trilisser et Artuzov, de leur côté, n'avaient que suspicion vis-à-vis des diplomates et du personnel du commissariat du peuple aux Affaires étrangères, composé, en majorité, de *specy* bourgeois. Dans ce climat de méfiance réciproque, Dzeržinskij semble avoir été soucieux de ne pas envenimer les rapports : ainsi, le 8 février 1925, le chef de l'OGPU envoie une lettre assez ferme à Trilisser, le mettant en demeure d'améliorer, dans les plus brefs délais, ses rapports avec le commissariat du peuple aux Affaires étrangères :

« Nos relations, faites en permanence d'hostilité envers le *Narkomindel*, sont dommageables pour l'image de l'URSS à l'étranger et nous réduisent à une totale impuissance. Notre travail et nos renseignements sont insuffisamment pris en compte, ce qui est nuisible pour l'État [...] Le c. Litvinov a émis à notre rencontre les critiques suivantes : 1. Nous arrêtons les étrangers sans en avertir au préalable le *Narkomindel*. 2. Les perquisitions et les arrestations d'étrangers ne sont pas suffisamment fondées. 3. Les demandes d'explication du *Narkomindel* restent sans réponse de notre part, ou reçoivent une réponse inexacte, ce qui, en fin de compte, discrédite non seulement le *Narkomindel*, mais l'URSS en tant qu'État. Cette accusation est assurément la plus dure [...] Vladimir Il'ič nous aurait démolé sur cette question. En fin de compte, on se met tout le monde à dos et on donne aux étrangers l'occasion de faire campagne sur le thème : en URSS, c'est la Guépéou qui décide de tout. Politiquement, c'est extrêmement dangereux. Cela permet aux ennemis de l'URSS de faire de l'OGPU l'épouvantail qui légitimerait l'intervention et la contre-révolution. »²¹

19. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 362, l. 7. La lettre de F. Dzeržinskij à L. Mehliš a été publiée in A. Kvašonkin, O. Hlevnjuk *et al.*, eds, *op. cit.*, pp. 302-305.

20. Cf. la note envoyée par M. Litvinov au *Politbjuro* le 28 janvier 1925, citée par F. Dzeržinskij dans sa lettre du 8 février 1925 à M. Trilisser, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 349, l. 1. Cette lettre a été publiée in A. Kvašonkin, O. Hlevnjuk *et al.*, eds, *op. cit.*, pp. 299-300. Sur les statistiques des étrangers arrêtés par l'OGPU en 1924, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 15.

21. *Ibid.*

Quatrième détracteur de l'OGPU — le commissariat du peuple aux Finances, dirigé par G. Sokol'nikov. Le 11 décembre 1924, Dzeržinskij écrit à son adjoint Menžinskij :

« Aujourd'hui, Sokol'nikov est revenu à la charge au *Politbjuro* en développant, à l'encontre de l'OGPU, les reproches suivants : l'OGPU "soigne" trop bien ses fonctionnaires et coûte trop cher à l'État ; l'OGPU cultive une totale opacité dans ses dépenses secrètes ; l'OGPU est incontrôlable, plus on lui donnera de moyens, et plus il y aura d'affaires "gonflées" — telle est, aux dires de Sokol'nikov, la spécificité de notre organisation [...] Il nous faut rassembler un dossier solide pour démolir ces accusations infondées. »²²

Sur la défensive, le personnel dirigeant de l'OGPU développe, en bonne logique administrative, une argumentation sans surprises : immensité des tâches, d'un côté ; moyens dérisoires pour les accomplir, de l'autre. Immensité des tâches, parce que la situation de l'URSS, face à ses ennemis extérieurs et intérieurs, demeure très fragile tout au long de l'année 1924. Et ce, de quelque manière que l'on interprète les principales évolutions de cette année contrastée ayant débuté par la disparition de Lenin²³ et s'étant achevée par un tournant politique résolument en faveur d'un renforcement de la NEP (avec l'adoption, lors du Plenum du Comité central d'octobre, de la ligne « Face à la campagne ! »), après l'alerte du soulèvement géorgien, fin août-début septembre. Que l'on mette l'accent sur la disette, voire la famine, qui frappe, à l'été 1924, environ huit millions de paysans, comme le font les délégués régionaux de l'OGPU réunis à Moscou les 14 et 15 août 1924 pour discuter des conséquences de la mauvaise récolte²⁴, ou qu'à l'inverse, l'on mette en avant une certaine amélioration de la situation économique dans le pays²⁵, dans les deux cas, l'interprétation de l'OGPU dégage les « potentialités contre-révolutionnaires » présentes dans chacune des situations.

Le responsable du Département de l'information de l'OGPU, G. Prokof'ev, explique dans son intervention devant les délégués régionaux :

« La disette et la famine ne peuvent déboucher que sur une différenciation croissante au sein de la paysannerie, qui verra le rôle du koulak s'accroître considérablement. Les difficultés détournent les paysans pauvres du pouvoir soviétique.

22. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 305, l. 62. On rapprochera cette lettre d'une autre, écrite peu après par Dzeržinskij à Zinov'ev : « L'OGPU est dans une situation très difficile. Nos collaborateurs sont exténués, certains jusqu'à un état d'hystérie. Pendant ce temps, au sommet du parti, un certain nombre de dirigeants mettent en doute l'utilité de l'OGPU en général (Buharin, Sokol'nikov, Kalinin, tout le *Narkomindel*... » (RGASPI, f. 76, op.2, d. 51, l. 8).

23. Pour les dirigeants de l'OGPU, F. Dzeržinskij en tête, la disparition de Lenin était susceptible d'entraîner un certain nombre de « phénomènes négatifs » (depuis une envolée des « rumeurs contre-révolutionnaires » jusqu'à des soulèvements locaux, en particulier dans les vastes espaces mal contrôlés des campagnes, et dans les régions frontalières). Cf. les télégrammes et les dépêches spéciales envoyés par la direction de l'OGPU aux *Gubotdely* de la GPU fin janvier-début février 1924 in V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, pp. 28-29.

24. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 338.

25. Cf. le rapport d'Artuzov, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 3-16.

Elles les rendent bien plus perméables à la propagande des Gardes blancs et des koulaks, qui ont considérablement renforcé leurs organisations ces derniers temps. En témoigne notamment la récente affaire de Crimée²⁶ [...] Dans cette situation, nous devons pénétrer plus profondément dans ces campagnes que nous connaissons si mal et livrer une information fiable pour signaler à temps les dangers qui nous menacent. »²⁷

De son côté, Artur Artuzov, le chef du KRO (*Kontrrazvedyvatel'nyj Otdel* — Département du contre-espionnage) insiste, dans son rapport de décembre 1924, sur le renforcement économique du pays au cours de l'année écoulée. Mais c'est pour conclure que « dans cette situation de retour à la normale, on observe une forte activation des éléments koulako-monarchistes [...] À preuve, la montée des revendications concernant la légalisation des “unions paysannes” (*krest'janskije sojuzy*). Les koulaks ont reçu, cette année, le renfort d'un immense contingent de cadres contre-révolutionnaires. »²⁸ Selon Artuzov, ce contingent d'« ex- » (*byvšie ljudi*) s'était considérablement accru en 1923-1924 « à la suite d'un certain nombre de processus socio-économiques » (on remarquera ici, dans la pensée de ce cadre dirigeant de la police politique, l'influence des « catégories » et des « postulats » d'une « vulgate marxiste » primitive, inculquée par les écoles de formation des cadres, selon laquelle tout changement politique devait avoir un soubassement sociologique, lequel reflétait nécessairement des évolutions économiques). Ces processus socio-économiques étaient, selon Artuzov :

« 1. la diminution du nombre des fonctionnaires à la suite des purges administratives de 1922-1923 ; 2. la fermeture d'un certain nombre d'établissements commerciaux privés évincés par le secteur coopératif ; 3. la diminution de l'Armée rouge et la démobilisation de la partie la plus réactionnaire des cadres officiers ; 4. la purge des universités, qui a démultiplié le contingent des étudiants aigris ; 5. le retour massif au pays d'émigrés désargentés [...] De la sorte, les koulaks peuvent compter sur un nombre important de cadres contre-

26. En mai 1924, les services de la GPU de Crimée lancèrent une vaste opération qui se solda par l'arrestation de plusieurs centaines de « contre-révolutionnaires » (132 furent exécutés). Selon la GPU, la plupart de ces « contre-révolutionnaires » étaient des grands propriétaires tatars, qui avaient conservé une position privilégiée « grâce aux spécificités de la politique nationale visant à favoriser les indigènes » et d'anciens officiers de l'Armée blanche (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 6-7). Cette affaire, mentionnée dans plusieurs des rapports remis à Dzeržinskij en décembre 1924, fut largement exploitée par la direction de l'OGPU comme preuve de « l'activisme des koulaks et des ex-proprétaires fonciers » (contre ces derniers, au nombre d'environ 80 000 selon les statistiques de la police politique, les autorités locales lancèrent, fin 1924-début 1925, des opérations d'expulsion).

27. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 338, ll. 44-45. Quelques semaines avant cette réunion, G. Jagoda avait envoyé, le 24 juillet 1924, une lettre circulaire aux *Gubotdely* de la GPU des provinces frappées par les mauvaises récoltes. Il y développe une argumentation analogue sur les « processus négatifs en cours dans les campagnes », qui, selon lui, « sont sorties de la passivité politique consécutive à la famine de 1921. Aujourd'hui, la conscience politique des paysans s'est considérablement développée, ce dont témoigne le mouvement grandissant en faveur des “unions paysannes”. » (V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, p. 36).

28. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 4-5.

révolutionnaires, rejetés des villes vers les campagnes par suite des processus économiques et politiques ci-dessus mentionnés. »²⁹

L'immensité des tâches auxquelles est confrontée l'OGPU a une traduction géographique, c'est l'immensité des espaces hostiles et incontrôlables de « l'URSS profonde » : les campagnes, tout d'abord, dans leur ensemble, cette *terra incognita*, ce milieu hostile « grouillant d'éléments koulaks, de SR, de popes, d'anciens propriétaires fonciers, de rapaces que l'on n'a pas eu le temps d'achever », selon la formule imagée du président du *Gubotdel* de l'OGPU de la province de Toula³⁰ ; les « périphéries » de l'URSS, depuis l'Ukraine occidentale limitrophe de la Pologne, jusqu'à l'Extrême-Orient soviétique, soumis aux incursions des « Gardes blancs » de Harbin, mais aussi la Crimée, la Transcaucasie (notamment la Tchétchénie et le Daghestan) ou l'Asie Centrale, régions encore mal contrôlées par le régime. Pour les dirigeants de l'OGPU, la quintessence politico-administrative de cette réalité est le *ratio* : agents de l'OGPU par habitants, voire le *ratio* : agent de l'OGPU par verste carrée. Ces « éléments chiffrés » figurent dans nombre de rapports de chefs de département ou de responsables provinciaux de la police politique ! Un tel souligne « qu'un agent doit contrôler 6 250 verstes carrées »³¹ ; un autre calcule que « si 9 329 fonctionnaires territoriaux de l'OGPU surveillent 136 754 000 Soviétiques, cela fait un agent de l'OGPU pour 14 659 personnes à surveiller ! »³² La formule mathématique : objectifs à surveiller/agents nécessaires est également prise en compte dans l'administration tchékiste. Un bel exemple nous en est fourni dans le rapport du chef du Département secret de l'OGPU, Terentij Deribas :

« J'ai une grande expérience des objectifs visés, à savoir : anarchistes de cinq espèces, mencheviks de trois tendances, SR de droite de deux et SR de gauche de trois courants, monarchistes de six espèces, quarante mille gendarmes et provocateurs tsaristes, dix mille conseils de paroisse composés chacun de huit à vingt monarchistes et cléricaux patentés [...] Soit, à raison de 100 villes de province + 500 à 600 chefs-lieux de district multipliés par 25 variétés d'ennemis = 15 à 17 500 informateurs, étant donné qu'il faut un informateur par objectif. »³³

Immensité des tâches et des espaces, d'un côté ; nombre dérisoire des hommes — agents épuisés, usés psychologiquement et moralement —, faiblesse des moyens matériels, de l'autre : c'est sur cette disproportion qu'est bâti, pour l'essentiel, l'argumentaire des cadres dirigeants de l'OGPU.

Le thème de la misère psychologique et matérielle des tchékistes n'est pas nouveau. Il ressort avec force en 1922, lorsque l'OGPU est soumise à des restric-

29. *Ibid.*, II.5-6.

30. RGASPI, f. 17, op. 87, d. 199, II.14-15.

31. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, I. 171.

32. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, I. 218.

33. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, I. 141.

tions budgétaires et à des coupes sombres de personnel. Le 30 juin 1922, Vasilij Mancev, responsable de la GPU d'Ukraine écrit à Feliks Dzeržinskij :

« La situation matérielle et psychologique des tchékistes est catastrophique. La rétribution en argent ou en nature que reçoit le tchékiste est si misérable que celui-ci, surtout s'il a une famille, ne peut survivre qu'en vendant tout ce qu'il a, c'est-à-dire trois fois rien. Aussi les tchékistes sont-ils en état de sous-alimentation chronique, ce qui entraîne une diminution de leur capacité de travail, une frustration permanente, une chute prononcée de la discipline. On a enregistré de nombreux cas de suicide ou de folie. Je reçois personnellement des lettres d'agents de sexe féminin, qui m'écrivent qu'elles doivent recourir à la prostitution pour ne pas mourir de faim. Nous avons dû arrêter et fusiller des dizaines, voire des centaines de tchékistes qui se livraient à des attaques à main armée et à des pillages. Dans la totalité des cas, il a été établi que la faim était à l'origine de tels actes criminels. Les tchékistes fuient l'organisation [...] La proportion des membres du parti dans notre organisation est passée de 60 à 15 % [...] Il existe aujourd'hui un réel danger de désagrégation de la Tcheka. Si personne n'a plus besoin de cet organe, alors qu'on le dise clairement et fermement ! »³⁴

Sur le thème de la criminalité de droit commun des tchékistes se livrant à la « spéculation » et autres grandes et petites « combines », faute d'une paie décente, les documents internes pour les années 1923-1924 abondent en exemples : ainsi en 1923 pas moins de 600 tchékistes avaient été condamnés par les organes de la police politique pour divers crimes de droit commun, prévarication, vols à grande échelle, abus de pouvoir, assassinats. « Les tchékistes ont la nostalgie des années où rançonner, piller, prélever une "contribution extraordinaire sur la bourgeoisie" était la règle. Ils vivent leur statut de tout petit fonctionnaire comme une profonde déchéance », note un rapport³⁵.

Le tchékiste de base était-il si mal payé en 1923-1924 ? Un grand nombre de dossiers, présentés par le responsable du Département financier de l'OGPU, L. Berenzon, analysent en détail les grilles de rémunération des agents de l'OGPU et leurs « frais de mission ». Il apparaît qu'à échelon égal, les fonctionnaires de la police politique gagnaient de 30 à 45 % de moins que leurs collègues militaires — un fait qui générait tensions et récriminations dont Staline, dès le début des années 1930, allait tenir compte en revalorisant considérablement les salaires des tchékistes³⁶. Néanmoins, le salaire mensuel moyen des instructeurs, enquêteurs, commissaires et autres grades intermédiaires classés parmi les « opérationnels » (*l'operativnyj sostav*, par opposition aux *kanceliarskie rabotniki*, les secrétaires et autres ronds-de-cuir de l'administration de la police politique) se situait entre 50 et 70 roubles, une paie décente en comparaison avec les rémunérations moyennes des

34. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 245, ll. 5-6. Parmi d'autres documents sur le même thème, cf. la lettre adressée par Iosif Unšliht, un des principaux adjoints de Dzeržinskij, à Lenin, le 25 mai 1922, sur « la dégénérescence » des tchékistes laissés sans salaire et sans la possibilité de vivre du butin prélevé sur « l'ennemi de classe » (RGASPI, f. 5, op. 1, d. 2558, l. 7).

35. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 88.

36. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 230-235 ; d. 306, l. 222.

fonctionnaires civils³⁷. Certes, les dépenses annexes et les frais de mission, généralement imputés sur les « fonds secrets », étaient, semble-t-il, chichement attribuées. Les rapports des chefs de département fourmillent de détails dignes des récits de Zoščenko sur les dépenses nécessaires pour l'entretien « d'appartements conspiratifs », sur le prix, évalué à cent roubles par an, de la « garde-robe du tchékiste » (alors que le budget ne prévoyait, pour ce type de dépense, que dix roubles...). On peut lire dans un de ces rapports :

« Il est évident qu'un enquêteur qui passe huit à dix heures en hiver dans la rue à surveiller un objectif a impérativement besoin d'habits chauds : un manteau, des moufles, un chapeau de fourrure. En été, ce même enquêteur aura besoin d'un costume décent, de chaussures en cuir. Il devra avoir une tenue correcte pour ne pas se faire remarquer, dans les milieux qu'il peut être amené à fréquenter ou à surveiller, par son aspect dépenaillé, ce qui pourrait le mettre dans une situation inconfortable, propice à le démasquer. »³⁸

Mille détails aussi sur le quotidien des tchékistes de province contraints de se rendre en mission souvent à pied sur des dizaines de kilomètres, l'organisation de district — voire, dans certains cas, de province — de la GPU n'étant même pas en mesure de mettre à leur disposition un cheval !³⁹

Au-delà des difficultés matérielles d'une organisation qui, dans bien des domaines, fonctionne, comme le reconnaît le chef du Département de l'information, de manière « artisanale », de nombreux rapports internes soulignent « l'usure » (*iznošennost'*) physique et mentale des tchékistes. À cet égard, le rapport de V. Balickij, responsable de la GPU d'Ukraine, est particulièrement éclairant. Sur environ 3 500 fonctionnaires civils sous ses ordres, près de 1 600 étaient chroniquement malades ; 569 souffraient de « diverses maladies nerveuses », 628 d'« anémie aggravée et d'épuisement », 162 de maladie cardiaque, 217 de maladies pulmonaires graves (tuberculose). Et Balickij de conclure :

« Les conditions matérielles et l'état d'usure avancée de ces hommes qui ont connu la guerre civile influent profondément sur le psychisme des tchékistes, à la limite du désespoir et de la folie. Au cours des derniers mois, j'ai eu directement connaissance de 17 cas de démence et de 8 cas de suicide [...] On assiste à

37. Le salaire moyen des fonctionnaires de l'OGPU (59 roubles) était nettement supérieur à celui des fonctionnaires d'autres ministères (Santé : 33 roubles ; Instruction publique : 30 roubles ; Commerce intérieur : 40 roubles ; Justice : 47 roubles). Seuls les fonctionnaires d'institutions employant un grand nombre de spécialistes de haut niveau comme le Conseil suprême de l'économie nationale (salaire moyen : 76 roubles) ou le commissariat du peuple aux Affaires étrangères (84 roubles) percevaient, en moyenne, un salaire supérieur. La principale revendication des tchékistes restait, cependant, l'alignement de leurs salaires sur ceux des militaires. Sur ces questions, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 235-237.

38. RGASPI, f. 76, op.3, d. 306, l. 145.

39. « Faute de moyens, les fonctionnaires du *Gubotdel* de Vologda se rendent régulièrement en mission dans les districts à pied, parfois sur des distances de 250 kms, avec en poche 5 ou 10 roubles pour couvrir leurs dépenses de toute une semaine. » (RGASPI, f. 76, op.3, d. 307, l. 23).

une progressive dégénérescence physique (*fisičeskoe vyroždienie*) de nos hommes. Si rien n'est entrepris pour mettre fin à cette situation anormale, l'État risque de se retrouver avec un appareil hors d'état de fonctionner. »⁴⁰

II

L'intérêt principal des dossiers préparés par les chefs de département de l'OGPU en décembre 1924 est de nous fournir un état des lieux, des structures et des activités de l'organisation à un moment donné. Malheureusement, les informations sur certaines branches de l'OGPU restent très parcellaires, notamment en ce qui concerne les gardes-frontières (environ 27 000 hommes⁴¹) et les troupes spéciales (« troupes territoriales » et troupes d'escorte), au nombre d'environ 24 000 hommes⁴². Nous nous concentrerons donc plus particulièrement sur les effectifs civils des principales directions (*upravljenija*) et départements (*otdely*). En dehors de la Direction des gardes-frontières et des troupes spéciales (*Upravlenie pograničnoj ohrany i vojsk OGPU*), les directions principales, d'importance et de taille très différentes, étaient au nombre de trois :

– la Direction administrative et organisationnelle (*Administrativno-organizacιονnoe upravlenie*), regroupant le Département des prisons, le Département des liaisons, le Département sanitaire et l'Intendance, avec un millier de fonctionnaires environ ;

– la Direction économique (*Ekonomičeskoe upravlenie*), forte d'un millier de fonctionnaires, chargée spécifiquement de la lutte contre la criminalité économique et financière. Cette direction devait être, début 1925, intégrée, en tant que département, à la Direction secrète et opérationnelle ;

– la Direction secrète et opérationnelle (*Sekretno-operativnoe upravlenie*) était, de très loin, la plus importante des directions civiles de l'OGPU, avec environ 19 000 fonctionnaires appointés au budget (sans compter les agents émargeant aux dépenses secrètes). Cette direction regroupait, en 1924, les départements suivants :

- le Département des transports (*Transportnyj otdel*), avec 8 178 agents (dont 1 540 stagiaires des écoles de l'OGPU, dépendant de ce département). Ce département avait pour fonctions de maintenir l'ordre sur ces lieux hautement stratégiques et vitaux qu'étaient le réseau ferré et le réseau fluvial ; de surveiller les 600 000 cheminots, « milieu de tous les trafics et de tous les vols »⁴³, et plus de 5 000 *specy* travaillant dans le secteur ferroviaire ; de protéger les convois de marchandises et de voyageurs contre les attaques de bandits ;

40. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 223-224.

41. *Ibid.*, l. 195.

42. Soit 13 588 hommes des troupes territoriales et 10 500 hommes des troupes d'escorte, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 219 ; d. 306, ll. 200-201.

43. Selon la caractérisation de G. Blagonravov, chef du Département des transports de l'OGPU (RGASPI, f. 76, op. 2, d. 307, l. 158).

• le Département secret (*Sekretnyj otdel*) avec 5 900 agents environ, était chargé de la lutte contre toutes les formations « antisoviétiques » à l'intérieur du pays. Dans cette tâche, il était assisté également du :

• Département opérationnel (*Operativnyj otdel*), 1 900 agents environ, plus particulièrement chargés d'infiltrer les milieux criminels, mais non exclusivement « antisoviétiques » ;

• le Département de contre-espionnage (*Kontrrazvedyvatel'nyj otdel*) et le Département étranger (*Inostrannyj otdel*), avec environ 1 000 agents à eux deux, s'occupaient plus particulièrement de la « contre-révolution » venant de l'extérieur : surveillance des missions diplomatiques et commerciales étrangères, des étrangers et des citoyens soviétiques rapatriés ou récemment revenus de l'étranger, lutte contre les groupuscules émigrés, contre-espionnage ;

• le Département spécial (*Osobj otdel*), environ 1 400 agents, surveillait les unités de l'Armée rouge et de la marine ;

• le Département du contrôle politique (*Otdel politkontrolja*), environ 500 agents, était chargé de la censure et du contrôle du courrier ;

• le Département de l'information (*Informacionnyj otdel*), environ 300 agents, s'occupait de la collecte et de la synthèse des informations sur l'état du pays, rassemblées par un réseau d'informateurs. Ce département produisait presque quotidiennement une série de rapports sur les sujets les plus divers, aujourd'hui largement exploités par les historiens travaillant sur les années 1920 et 1930 en particulier⁴⁴.

La structure interne de l'OGPU en 1924 n'avait guère évolué depuis les années 1918-1920, au cours desquelles s'étaient mis en place les différents départements de la Tchéka, bien plus étoffés cependant en personnel à l'apogée de la guerre civile qu'au milieu des années 1920⁴⁵. Il s'agissait d'une structure assez simple, bien moins ramifiée et complexe que celle du NKVD des années 1930, grand conglomérat policier et économique, qui devait gérer des immenses secteurs économico-pénitentiaires de millions d'individus aux statuts différents, depuis les exilés, les « déplacés spéciaux » jusqu'aux détenus du Goulag⁴⁶.

Naturellement, aux quelque 21 000 agents civils appointés au budget de l'année 1924 s'ajoutait un volant important d'agents rétribués sur les « fonds secrets ». Ces agents secrets (*neglasnye sotrudniki*) étaient eux-mêmes divisés en trois catégories : les agents secrets « titulaires » (*štatnye sekretnye sotrudniki*, parfois appelés, dans le Département de l'information par exemple, *sekretnye upolnomočnye*), au nombre de 3 635 à la fin de 1924⁴⁷ ; les « résidents » (*rezidenty*) et

44. N. Werth, G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques. La société russe dans les documents confidentiels, 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1995 ; V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*

45. Sur les structures de la Tchéka, l'étude la plus complète reste celle de G. Leggett, *op. cit.*

46. A. I. Kokurin, N. V. Petrov, *op. cit.*

47. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 224. Sur ce nombre, 700 étaient affectés au Département spécial, 488 au Département du contrôle politique, 462 au Département des transports, 280 au Département de l'information, 768 au Département opérationnel, 720 au Département secret (*ibid.*)

les indicateurs (*osvedomiteli*). Les *rezidenty* coordonnaient l'action des *osvedomiteli*. Ils percevaient une rétribution plus ou moins régulière, mais faible (de l'ordre de cinq à dix roubles par mois). Les rapports de décembre 1924 ne permettent malheureusement pas d'établir le nombre total des *rezidenty*. Le plus gros contingent d'entre eux travaillait pour le Département de l'information : ce secteur annonçait 6 374 *rezidenty*⁴⁸. Connaissant la répartition des « fonds secrets » attribués à chacun des départements⁴⁹, on peut estimer *grosso modo* que le nombre total des *rezidenty* était de l'ordre de 10 à 12 000.

Le nombre des *osvedomiteli*, informateurs occasionnels, dont plus de 90 % ne touchaient rien (les 10 % restants touchant des rétributions occasionnelles et dérisoires de l'ordre de quelques roubles)⁵⁰, est encore plus difficile à établir avec précision ; tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il se chiffrait en dizaines de milliers, voire plus. Seuls deux départements de l'OGPU rendent compte, dans leur rapport, du nombre des indicateurs qu'ils emploient : le Département des transports annonce 12 580 informateurs ; le Département de l'information — 26 520⁵¹. Assurément, comme le révèlent nombre de circulaires internes du Département de l'information, un grand nombre des informateurs de l'OGPU n'étaient autres que les petits fonctionnaires locaux du *volispolkom* ou du *rajkom*, qui fournissaient au département une information qualifiée, non sans mépris, de bureaucratique (*kazennaja*) par opposition à la vraie information « opérationnelle » (*operativnaja*) puisée « sur le terrain » par des indicateurs patentés⁵².

À la suite des réformes administratives et territoriales de 1923, la structure géographique de l'OGPU se présentait ainsi :

– 13 régions, calquées sur les régions militaires : Moscou, Leningrad, Volga, Ouest, Ukraine, Oural, Crimée, Sud-Est (incluant notamment le Caucase du Nord, la Tchétchénie, l'Ingouchie, le Daghestan), Sibérie, Kirghizie, Turkestan, Transcaucasie, Extrême-Orient. Les huit dernières régions faisaient partie d'une structure territoriale appelée le « Département oriental » (*Vostočnyj otdel*).

48. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 21. Le rapport du Département de l'information donne la répartition la plus détaillée de ses *rezidenty* : 1 069 pour Moscou (221 pour la ville) et sa région ; 842 pour Leningrad et sa région ; 849 pour la région Volga, 820 pour la région Sud-Est, 624 pour l'Ukraine, 616 pour la Sibérie, etc. (*ibid.*, l. 22).

49. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 101.

50. Le rapport du Département des transports de l'OGPU signalait que 94 % de ses 12 580 informateurs ne recevaient pas la moindre rétribution, faute de budget. Il précisait aussi que, sur ce nombre, 1 714 étaient « très utiles », 4 624 « utiles » et 6 242 « inutiles » (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 49, 156-157).

51. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 49 (Transports) ; *ibid.*, l. 29 (Information). Le Département de l'information fournit, avec un grand luxe de détails, une répartition de ses informateurs région par région. La liste, malheureusement incomplète, pose, en l'état actuel de nos connaissances, davantage de questions qu'elle ne fournit de réponses : Odessa (4 821 indicateurs) était-elle réellement la ville de très loin la plus prolixe en indicateurs travaillant pour le Département de l'information ? Selon ce rapport, Moscou aurait compté 2 875 indicateurs (et 221 *rezidenty*), Kharkov 788, Leningrad 532, Saratov 323 (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 29).

52. V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, pp. 30-34.

Chaque région était dirigée par une Représentation plénipotentiaire (*Polnomočnoe predstavitel'stvo*), véritable état-major de la police politique dans la région. Le nombre des agents de la Représentation plénipotentiaire variait en fonction de l'étendue et de l'importance stratégique de chaque région, classée en « première », « seconde » ou « troisième » catégorie⁵³ ;

– au-dessous de la région, les Départements provinciaux (*Gubotdely*) de la police politique⁵⁴ étaient classés en cinq catégories d'intérêt et de surveillance, avec des effectifs pouvant varier de 170 fonctionnaires (Kiev) à une quinzaine seulement (Briansk)⁵⁵ ;

– enfin, les Départements de district (*Uezdodely*) classés en quatre niveaux d'intérêt et de surveillance, disposaient d'effectifs variant de deux à huit agents civils⁵⁶.

La répartition des effectifs de l'OGPU était très inégale sur le territoire de l'URSS⁵⁷. Moscou et sa région (*Moskovskij Voennyj Okrug — MVO*) concentrait plus d'un cinquième des effectifs civils de la police politique⁵⁸ (4 800 agents sur 21 000 environ) répartis entre l'administration centrale (1 750 agents), la Représentation plénipotentiaire de la région militaire de Moscou (MVO), les Départements provinciaux et de district des sept provinces (Moscou, Vladimir, Kostroma, Nijni-Novgorod, Orel, Riazan, Toula) faisant partie du MVO, les écoles de cadres de l'OGPU.

La région militaire de Leningrad comptait environ 1 600 fonctionnaires civils (dont la moitié dans la ville même de Leningrad)⁵⁹.

La GPU d'Ukraine, sous la direction de Balickij, concentrait le second plus important contingent de la police politique (après Moscou et sa région) : environ 3 500 agents civils au budget et un tiers des « agents secrets titulaires » (1 050 sur 3 635)⁶⁰.

53. Les Représentations plénipotentiaires de 1^{re} catégorie (Moscou, Leningrad, Rostov-sur-le-Don, Kharkov) avaient théoriquement droit à 250 agents civils ; celles de 2^e catégorie (Omsk, Tachkent, Saratov, Tbilissi) à 120 agents ; celles de 3^e catégorie (Simferopol, Sverdlovsk, Minsk) à 80 agents.

54. Ces unités étaient sur le point d'être remplacées par les OKRO (*Okružnye otdeły*) et les OBLO (*Oblastnye otdeły*).

55. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 217-218. Cinq *Gubotdely* classés en 1^{re} catégorie avaient, en moyenne, 110 agents ; 22, classés en 2^e catégorie, en avaient, en moyenne, 60 ; 20, classés en 3^e catégorie — 48 ; 23, classés en 4^e catégorie — 26 ; 11, classés en 5^e catégorie — 15.

56. Le nombre des agents civils affectés aux Départements de district était de 3 120 pour l'ensemble de l'URSS (contre 6 209 agents affectés aux *Gubotdely* et aux *Polnomočnye predstavitel'stva*), RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 217.

57. Le tableau le plus synthétique de l'ensemble des dossiers figure dans le rapport de L. Berenson, RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 219 sq.

58. Sans compter les agents rémunérés sur les « fonds secrets ».

59. Il faut rajouter à ce chiffre les 1 337 hommes des troupes territoriales stationnées à Leningrad (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 200).

60. Il faut rajouter à ce chiffre 1 881 hommes des troupes territoriales basées à Kharkov (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 200).

Le Département oriental, qui regroupait les vastes territoires récemment pacifiés de la Transcaucasie, du Caucase du Nord, de l'Asie Centrale, de la Sibérie, de l'Extrême-Orient soviétique, comptait un peu plus du tiers des effectifs civils globaux de l'OGPU : 7 800 agents sur 21 000 environ. Ramenés aux milliers de kilomètres de voies ferrées à surveiller et aux immenses espaces, certes le plus souvent peu peuplés, à contrôler, les effectifs de l'OGPU (1 400 agents pour la Transcaucasie, 1 200 pour la Sibérie, 1 200 pour le Caucase du Nord, 1 200 pour le Turkestan, 700 pour la Kirghizie, 800 pour l'Oural, 900 pour l'Extrême-Orient, 400 pour la Crimée), même grossis de quelque 5 à 6 000 hommes des troupes territoriales répartis à raison de quelques centaines à un millier par région, donnaient assurément aux tchékistes le sentiment d'affronter des tâches surhumaines en milieu profondément hostile. Le rapport du Département oriental était particulièrement alarmiste. Il notait, pour l'Asie Centrale tout particulièrement, mais aussi pour le Daghestan, la Tchétchénie, l'Ingouchie, l'absence totale de structures soviétiques fiables hors des villes, le nombre important de groupes armés de « bandits » et d'armes en circulation, les difficultés de communication, l'absence « du moindre groupe social sur lequel on puisse s'appuyer ». « Dans ces régions, concluait le rapport, nous évoluons en territoire ennemi. L'OGPU n'a aucun relais institutionnel sur lequel s'appuyer, d'où la difficulté d'obtenir la moindre information sur l'ennemi. »⁶¹

Après cette présentation d'ensemble, je voudrais aborder les activités spécifiques de quelques départements de l'OGPU telles qu'elles apparaissent dans les rapports de décembre 1924.

Le Département des transports, dirigé par Georgij Blagonravov, restait, comme durant les années de la guerre civile et du communisme de guerre, le secteur le mieux doté en hommes et en moyens, concentrant à lui seul plus d'un tiers des agents de l'OGPU⁶². Les chemins de fer étaient un lieu hautement stratégique, politiquement et économiquement, pour le contrôle des immenses espaces soviétiques. Axe de pénétration du pouvoir soviétique, réseau principal de communication, de transport et de circulation des marchandises, les chemins de fer étaient encore fréquemment la cible d'attaques par des groupes de « bandits » : 240 attaques de train en 1923, 280 (dont 170 pour la seule RSS d'Ukraine) en 1924, ayant entraîné cette année-là la mort de 388 gardes de la Milice des chemins de fer⁶³, de 76 agents

61. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 166-167. De manière significative, le rapport du Département de l'information faisait état d'un nombre négligeable de *rezidenty* et d'*osvedomiteli* en Asie Centrale (132 *rezidenty*), en Kirghizie (128 *rezidenty*), en Crimée (43 *rezidenty*), *ibid.*, l. 21.

62. Soit 6 638 agents, 1 540 élèves des écoles de l'OGPU rattachées à ce département et 462 agents secrets « titulaires » — au total 8 640 personnes.

63. La « Milice ouvrière et paysanne des chemins de fer soviétiques » fut créée en février 1919 dans le but d'assurer le maintien de l'ordre public dans ces lieux propices aux trafics et de petite délinquance qu'étaient les gares, les trains, le réseau ferré en général. Dès sa création, la Milice des chemins de fer entra en conflit avec le Département des transports de la Tchèque, du fait de l'imprécision des compétences respectives des deux organismes.

de l'OGPU et de plusieurs centaines de passagers et de cheminots⁶⁴. Lieu de violences, les chemins de fer étaient aussi le lieu de tous les trafics, un espace de contrebande et de vols. Selon le rapport de G. Blagonravov, les vols découverts sur le réseau ferroviaire seraient descendus en 1924 à leur plus bas niveau depuis 1918, ne dépassant guère 1 000 tonnes de fret par mois (contre 14 000 tonnes par mois en 1922) ; en 1924, l'OGPU et les diverses milices des transports avaient arrêté sur le réseau ferré 18 369 personnes pour vol, pots-de-vin et « spéculation »⁶⁵. Le bilan d'activité du Département des transports nous rappelle la nature pluri-fonctionnelle et ambiguë de cet organe de l'OGPU, chargé tout à la fois de contrecarrer le « sabotage économique » des ingénieurs et autres *specy* du réseau ferré (en 1924 — fait remarquable à noter — une seule « affaire » sur près d'une cinquantaine citées dans le rapport avait une « coloration politique » de ce type), d'éradiquer les mille et un trafics, petits et grands, des « cols-blancs » de l'administration ferroviaire et des cheminots, de prêter main-forte aux diverses milices dans la lutte contre les vols « ordinaires », de livrer de véritables batailles rangées contre des bandes souvent puissamment armées. La frontière était assurément floue entre le politique et le droit commun : en témoigne la lutte contre le banditisme — une des principales activités de l'OGPU au milieu des années 1920⁶⁶. Outre le Département des transports, étaient directement impliqués dans la lutte contre le banditisme le Département opérationnel et le Département secret de l'OGPU. Au niveau des régions et des provinces existaient des « sections de lutte contre le banditisme » regroupant des représentants de divers départements de la police politique. Dans leurs rapports, les tchékistes distinguaient le « banditisme politique » — prétendument lié à des groupes antisoviétiques étrangers et présent tout particulièrement dans les régions frontalières, à la fois occidentales (dans les régions de la Biélo-

64. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 346, ll. 4-6 ; d. 306, l. 77. Voici ce qu'écrivait, le 7 novembre 1924, le responsable de l'OGPU pour la ligne Moscou-Koursk : « Les parties des provinces de Kiev, Tchernigov, Briansk et Kharkov qui jouxtent la ligne ferroviaire dont j'ai la garde sont depuis longtemps infestées de bandits. [...] En juin 1923, devant la recrudescence des attaques, a été formée une unité spéciale de réserve, qui a efficacement protégé les trains contre les attaques de bandits. En février 1924 [...] cette unité a été dissoute. Depuis, les bandits ont repris de plus belle leurs attaques contre les trains, perturbant gravement le trafic ferroviaire. Ainsi, si l'on exclut les innombrables cas de sabotage de voies n'ayant pas eu de conséquences graves, on a noté récemment deux attaques avec déraillement, destruction de matériel et pertes humaines : le 13 août dernier, attaque du train de voyageurs n° 4 en provenance de Moscou ; le 24 septembre, attaque du train de voyageurs n° 8 en provenance d'Odessa. » (RGASPI, f. 17, op. 87, d. 180, ll. 29-30).

65. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 52-53 ; d. 307, ll. 158-159. Le rapport de Blagonravov donne une intéressante sélection des affaires les plus importantes découvertes par le Département des transports de l'OGPU. On notera le nombre relativement important d'affaires de faux-monnayage, les faux billets étant, le plus souvent, diffusés par les cheminots (*ibid.*, ll. 160-164).

66. Cf. les nombreuses notes et propositions de Dzeržinskij sur cette question en 1923-1924 (lettre de Dzeržinskij à Rudzutak, 16 août 1923, RGASPI, f. 17, op. 84, d. 587 ; note de Dzeržinskij au *Politbjuro* du 29 janvier 1924, demandant qu'en raison de la forte recrudescence du banditisme, l'OGPU puisse faire passer par ses organes extra-judiciaires non seulement les bandits « pris les armes à la main », mais aussi tous les individus faisant partie de « bandes criminelles », RGASPI, f. 76, op. 3, d. 294, l. 1 ; lettre de Dzeržinskij à Stalin du 9 juillet 1924, *ibid.*, d. 338, ll. 1-10).

russie et de l'Ukraine limitrophes de la Pologne) et orientales (Extrême-Orient soviétique), en Asie Centrale (*basmačî*), au Daghestan et en Tchétchénie — et le « banditisme de droit commun », endémique dans un grand nombre de régions (Russie centrale, Volga, Ukraine, Crimée, Oural, Sibérie occidentale)⁶⁷. Globalement, en 1923-1924, les grandes bandes, fortes de centaines d'individus armés, qui tenaient le « pays profond » dans bien des régions en 1921-1922, avaient été éliminées ou s'étaient désagrégées, sauf dans certains districts du Turkestan, du Daghestan et de la Tchétchénie. Ailleurs, la plupart des « bandes » ne comptaient guère plus d'une dizaine de personnes⁶⁸. Néanmoins, selon les statistiques de l'OGPU, pour la seule année 1924, pas moins de 2 337 bandits avaient été tués dans des accrochages avec des agents de l'OGPU ou des différentes milices ; 895 avaient été fusillés sur-le-champ, 10 633 avaient été capturés, 2 582 s'étaient rendus sans résistance⁶⁹. Au cours des neuf premiers mois de l'année 1925, 10 352 bandits avaient été tués, fusillés ou capturés⁷⁰. Sur le front de lutte contre le banditisme, secteur de loin le plus dangereux pour les tchékistes, 224 agents de l'OGPU avaient été tués en 1924 (dont 121 en Ukraine)⁷¹.

Avec plus de 6 600 agents (dont un peu plus de 700 émargeant aux fonds secrets), le Département secret, dirigé par Terentij Deribas, était en importance le second secteur de l'OGPU. Travaillant en étroite collaboration avec le Département opérationnel, fort de quelque 2 700 agents (dont 768 émargeant aux fonds secrets), le Département secret comprenait huit sections, chargées chacune de surveiller une catégorie d'opposants potentiels : monarchistes et constitutionnels-démocrates ; socialistes-révolutionnaires et mencheviks ; anarchistes ; propriétaires fonciers et koulaks ; « opposition ouvrière » et « ex-communistes » ; clergé et sectes ; intelligentsia et étudiants ; « groupes antisoviétiques et nationalistes des régions orientales de l'URSS ». Malheureusement, le rapport de T. Deribas⁷² apparaît comme le plus confus et le plus imprécis des dossiers internes envoyés à F. Dzeržinskij. Il ne permet guère d'éclairer et d'approfondir, par exemple, les données très générales sur le nombre de personnes arrêtées pour « activités contre-révolutionnaires » en 1924, évalué par le commissariat du peuple à la Justice à un peu plus de 4 000⁷³. Le rapport du chef du Département secret énumère 81 opéra-

67. On trouvera un tableau très détaillé du banditisme en URSS en 1925 dans le rapport du chef du Département de l'information de l'OGPU, in V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, pp. 338-344.

68. Pour une étude détaillée du banditisme soviétique, cf. : Nicolas Werth, « Les rebelles primitifs au pays du socialisme : bandits et banditisme en URSS de 1918 au milieu des années 1950 » (à paraître).

69. RGASPI, f. 76, op.3, d. 294, l. 8.

70. V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, p. 339.

71. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 346, ll. 1-3 ; d. 306, l. 221. Sur le « front de lutte contre le banditisme », 132 policiers, 269 fonctionnaires des soviets et du parti communiste, 221 soldats et officiers de l'Armée rouge avaient été tués en 1924.

72. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 152-168.

73. Cf. note 17.

tions contre les « groupes anarchistes de Moscou, de Leningrad, d'Ukraine, de Rostov, de Crimée, de Sibérie et d'Asie Centrale ». Il fait état de la « liquidation » d'une dizaine d'organisations socialistes-révolutionnaires (Moscou, Ukraine, Sibérie, Leningrad), d'une douzaine d'organisations mencheviques en Ukraine (Kharkov, Odessa, Kiev, Poltava), à Sormovo, Rostov, et de la mise en place, dans des centres ouvriers (Leningrad, Briansk, Toula, Perm, Nijni-Novgorod) d'une campagne de réunions d'ex-mencheviks ralliés au bolchevisme. Il résume, en quelques pages, l'action menée par la 6^e section (clergé et sectes) pour entretenir et activer le schisme entre Tikhoniens et « Rénovateurs » au sein de l'Église orthodoxe, surveiller les nombreuses sectes, dont certaines avaient, durant un court moment, bénéficié d'un préjugé plutôt favorable de la part du régime⁷⁴. Le rapport de Deribas annonce la « liquidation » ou le « contrôle » d'une centaine de groupuscules d'intellectuels et d'étudiants, mais aussi d'ouvriers « oppositionnels », aux étiquettes imagées... ou fantaisistes, dont malheureusement, en l'état actuel de la documentation, on ne peut guère savoir jusqu'à quel point elles étaient sorties de l'imagination des cadres tchékistes, soucieux de « gonfler leur tableau de chasse » : le « Vrai parti clandestin des communistes » (*Istinnaja podpol'naja partija kommunistov*) de la ville de Eletz, province d'Orel (12 personnes arrêtées) ; les « Argonautes », « cercle clandestin d'étudiants de Simferopol, aux tendances mystiques » (6 personnes arrêtées) ; le « Cercle de Briansk des ouvriers et des paysans victimes des ennemis de la classe ouvrière » (*Brjanskij kružok imeni rabočih i krest'jan, pavših ot vragov rabočego klassa*) — 6 membres ; le « Parti des vrais communistes rouges » (*Partija istinnykh krasnykh kommunistov*), de la ville de Saratov (15 membres), etc.⁷⁵. Selon T. Deribas, la grande affaire de l'année 1924 avait été le démantèlement de deux grandes organisations de « Gardes blancs » en Crimée et dans l'Extrême-Orient soviétique (plus de 500 arrestations, 132 exécutions pour la seule « affaire de Crimée »)⁷⁶.

Le Département secret portait, par ailleurs, au crédit de ses agents la surveillance régulière de centaines d'administrations, d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, d'usines. Dans son rapport d'activité, le Département secret annonçait le fichage de près de 100 000 personnes (exactement 99 680 individus « *na učete* »⁷⁷). Malheureusement, le tableau du nombre des individus fichés par régions et villes principales est incomplet. Il en ressort néanmoins clairement que plus on s'éloignait du centre, plus le nombre des individus fichés dans des régions pourtant réputées les plus hostiles au pouvoir soviétique, telles que l'Asie Centrale, la Sibérie, l'Extrême-Orient, la Transcaucasie, diminuait. Tandis qu'à Moscou, le

74. Sur ces questions, cf. le rapport de Tučkov, chef de la 6^e section du Département secret de l'OGPU, à Menžinskij, « Sur le travail effectué parmi les cléricaux et les sectes au cours de l'année 1923 », N. Werth, G. Moullec, *op. cit.*, pp. 281-288.

75. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 164-165.

76. Sur ces affaires, on dispose de deux rapports émanant l'un du Département secret, l'autre du Département de contre-espionnage. Les versions et les chiffres donnés dans ces deux rapports se recourent, pour l'essentiel (RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, ll. 3-16 et ll. 152-168).

77. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 156.

nombre des individus fichés par l'OGPU était de 19 364, dans la région Ouest de 6 373, il n'était que de 2 121 en Sibérie, de 1 181 pour l'ensemble de la région Sud-Est, de 660 en Asie Centrale, de 674 dans l'Extrême-Orient soviétique, de 227 en Transcaucasie ! Selon T. Deribas, le fichage des ennemis du régime restait très insuffisant et aléatoire, notamment dans les campagnes et sur l'ensemble des régions dépendant du Département oriental. Le chef du Département secret évaluait à « deux millions environ » le nombre des « éléments hostiles », regroupés en particulier dans les « innombrables sectes et conseils de paroisse, dirigés par des monarchistes patentés et des cléricaux », qui devraient faire l'objet d'un fichage précis. « Ces masses d'individus constituent aujourd'hui un conglomerat ennemi anonyme, écrivait-il. Ce n'est qu'à l'issue d'un long et minutieux travail de surveillance que nous parviendrons à identifier dans cette masse des Ivanov, des Petrov, etc. »⁷⁸

Le Département spécial (*Osobyj otdel*), fort de quelque 2 100 agents (dont environ 700 émargeant aux fonds secrets), avait pour mission de « rendre compte de l'état d'esprit et des humeurs politiques des recrues », de « lutter contre la spéculation économique parmi les fournisseurs de l'Armée rouge » et de « démasquer toutes les formes de contre-révolution à l'armée, notamment parmi les officiers et les *specy* militaires »⁷⁹. Durant l'année 1924, l'une des principales préoccupations des agents du Département spécial semble avoir été de surveiller les « humeurs paysannes » des recrues appelées à servir dans le cadre du nouveau système de « divisions territoriales » récemment mis en place. La lecture du courrier reçu et envoyé par les recrues occupait un grand nombre d'agents du Département spécial, de même que la surveillance des prétendus « groupes de recrues originaires de la même région » (*zemljačeskie grupirovki*) soupçonnés « d'opposer un front uni face aux propagandistes et au commandement »⁸⁰. Tous les cas de suicide de soldats ou d'officiers étaient également systématiquement rapportés et analysés. D'une manière générale, les rapports des Départements spéciaux confirment ce que l'on sait, par ailleurs, des grands thèmes de discussion « politique » dans les campagnes au milieu des années 1920 : vive opposition à la ville et au « pouvoir des ouvriers privilégiés » ; fort mécontentement vis-à-vis des impôts, de l'arbitraire, de la corruption et de la violence des comportements quotidiens des fonctionnaires soviétiques de tout niveau vis-à-vis de leurs administrés ; demandes, de plus en plus fréquentes, d'une reconnaissance de droits politiques pour les paysans, par le biais de la légalisation des « unions paysannes »⁸¹.

Avec ses quelque 600 fonctionnaires appointés au budget (dont 280 émargeant aux fonds secrets), ses 6 300 « résidents » et ses 26 000 informateurs occasionnels,

78. *Ibid.*, ll. 156-157.

79. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, ll. 33-34.

80. *Ibid.*, l. 37.

81. Sur ces questions, cf. : V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.* ; A. Kurenšev, *Krest'janstvo i ego organizacii v pervoj tret'j XX veka (La payannerie et ses organisations dans le premier tiers du XX^e siècle)*, Moscou, Iz. Gosudarstvennogo Istoričeskogo Muzeja, 2000.

le Département de l'information avait pour tâche de collecter une masse d'informations sur la situation dans le pays. Cette information était, *in fine*, synthétisée sous forme de *svodki* et d'*obzory* centralisés, rédigés par une trentaine de rédacteurs (*referenty*) travaillant dans les organes centraux du département à Moscou, puis envoyés (à un rythme quotidien pour les *svodki* les plus importantes), sous le sceau de la plus haute confidentialité, à une trentaine des plus hauts responsables politiques du pays⁸². En 1924, le travail du Département de l'information fut soumis à de sévères critiques de la part des principaux dirigeants de l'OGPU : Feliks Dzeržinskij se plaignait, dans une lettre à Vjačeslav Menžinskij, de ce que les *svodki* donnaient « un tableau partial — entièrement noir — de la situation, sans mise en perspective ni description du rôle réel de l'OGPU »⁸³. Plus circonstanciées et détaillées étaient les critiques de G. Jagoda, dans la circulaire qu'il adressait, le 23 février 1924, à tous les chefs des *Gubotdely* de l'OGPU. Relevant que les responsables provinciaux chargés du secteur de l'information « n'avaient pas rempli, au cours des deux dernières années, les tâches qui leur avaient été assignées », Jagoda expliquait que les agents chargés de collecter l'information n'étaient pas parvenus à « pénétrer dans les campagnes ». La quasi-totalité des canaux d'information de l'OGPU « étant concentrés dans les villes », la collecte de l'information sur ce qui se passait au-delà du chef-lieu de district reposait sur des « sources bureaucratiques » qui fournissaient des données « semi-ouvertes » (*polu-glasnye*) émanant des canaux administratifs habituels (police, comités exécutifs de soviets, comités locaux du parti communiste). Ces données « étaient moulinées d'une *svodka* à l'autre, sous des variantes légèrement différentes ». De surcroît, les caractérisations données par les agents des Départements de l'information sur la situation locale restaient beaucoup trop vagues. On ne pouvait se contenter, écrivait Jagoda, de dire que « l'humeur de la population était satisfaisante ou insatisfaisante, bonne, moyenne ou abattue ». À cette « information bureaucratique » (*kazennoe osvedomlenie*) obtenue sans véritable travail d'enquête, le dirigeant de l'OGPU opposait l'« information opérationnelle » (*operativnaja informacija*) qu'il fallait aller chercher sur le terrain⁸⁴.

82. Sur les *svodki* et les *obzory* de la police politique, aujourd'hui largement exploités par les historiens travaillant sur l'URSS des années 1920 et 1930, cf. : N. Werth, « Une source inédite : les *svodki* de la Tchèque-OGPU », *Revue des Études slaves*, 66, 1, 1994, pp.17-27 ; V. P. Danilov, A. Berelowitch, « Les documents des VČK-OGPU-NKVD sur la campagne soviétique, 1918-1937 », *Cahiers du Monde russe*, 35, 3, 1994, pp. 633-682. L'étude la plus complète sur la surveillance de la population soviétique au cours des premières années du régime est celle de Vladlen Izmozik, *Glaza i uši režima : Gosudarstvennyj političeskij kontrol' za naseleniem sovetskoi Rossii v 1918-1928 godah (Les yeux et les oreilles du régime : le contrôle politique d'État sur la population de Russie Soviétique, 1918-1928)*, Saint-Petersbourg, 1995. Cf. également, pour une approche comparative des pratiques de surveillance de la population, dans un contexte « pan-européen », et à partir de la Première Guerre mondiale, P. Holquist, « Information is the alpha and omega of our work : Bolshevik surveillance in its pan-European context », *The Journal of Modern History*, 69, September 1997, pp.415-450.

83. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 345, l. 1. Cette lettre a été publiée in A. Kvašonkin, O. Hlevnjuk et al., eds, *op. cit.*, pp. 297-298.

84. V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, pp. 30-31.

Tout au long de l'année 1924, plusieurs autres circulaires signées par de hauts responsables de l'OGPU (G. Jagoda, V. Menžinskij ou G. Prokof'ev, le chef du Département de l'information) pointèrent d'autres « graves défauts » des *svodki* provinciales : « beaucoup trop de lieux communs et de phrases au contenu pâle et fumeux », « absence totale d'éclairage » sur des questions jugées importantes telles que « les tensions inter-villageoises », « la caractérisation économique du koulak », « les conflits ethniques dans les régions où coexistent plusieurs nationalités », etc.⁸⁵.

Travaillant, semble-t-il, en étroite collaboration avec le Département de l'information⁸⁶, le Département du contrôle politique (environ un millier d'agents, dont la majorité émargeant aux fonds secrets⁸⁷) était chargé de la censure de l'ensemble de la production imprimée, filmographique et théâtrale, ainsi que du contrôle du courrier (*perljustracija*). Les trois quarts des agents de ce département travaillaient à Moscou et à Leningrad. Les normes de travail des *zaklejščiki* (chargés de recoller les enveloppes) et des *kontrolery* (censeurs) semblent avoir été très élevées (250 lettres par jour ou 2 500 télégrammes), les salaires parmi les plus bas de la « grille indiciaire » de l'OGPU. Aussi, Nikolaj Surta, le chef du Département du contrôle politique, se plaignait-il dans son rapport de ne pouvoir garder son personnel plus de quelques mois d'affilée : « Nous le reconnaissons nous-mêmes : nous devons lâcher les gens au bout d'un an de ce travail. Ils “pourrissent sur pied”. »⁸⁸

Le Département du contre-espionnage (KRO), dirigé par A. Artuzov, avait pour champ d'activité la lutte contre « les organisations militaires contre-révolutionnaires » et « toutes les formes d'espionnage » (excepté « l'espionnage économique », relevant de la Direction économique de l'OGPU), la surveillance des missions diplomatiques étrangères et de l'ensemble des étrangers sur le territoire de l'URSS, mais aussi du personnel soviétique des commissariats du peuple aux Affaires étrangères et au Commerce extérieur, le fichage des ex-officiers tsaristes, des rapatriés, ex-prisonniers de guerre et autres individus « entretenant une correspondance ou des contacts personnels avec l'étranger »⁸⁹. Dans le long rapport d'Artuzov, adressé le 30 novembre 1924 à Dzeržinskij, l'URSS apparaît comme une forteresse assiégée par une véritable armée d'espions envoyée par les pays du « cordon sanitaire » (Pologne, Roumanie, Finlande, Pays Baltes), lesquels, selon le chef du KRO, servaient de base arrière pour les services secrets britanni-

85. Cf. les circulaires internes des 7, 9 et 23 juillet 1924, citées in V. P. Danilov, A. Berelowitch, eds, *op. cit.*, pp. 34-36.

86. De nombreuses compilations d'extraits de lettres saisies (ou simplement lues) par les agents du Département du contrôle politique figurent dans les *svodki* du Département de l'information. Cf. : « Voices from the twenties : Private correspondence intercepted by the OGPU », *Russian Review*, 55, 1996, pp. 287-308 ; I. Davidian, V. Kozlov, « Častnye pis'ma eposi graždanskoj vojny » (Lettres privées du temps de la guerre civile), in V. Kozlov, ed., *Neizvestnaja Rossija (La Russie inconnue)*, Moscou, 1992, vol. 2, pp. 200-250.

87. On rapprochera ce chiffre des 49 censeurs travaillant, pour l'ensemble de l'Empire russe, en 1913, dans les « Cabinets noirs » chargés de la censure, et des 10 000 agents, civils et militaires, employés à contrôler le courrier en URSS en 1920 (P. Holquist, *art. cit.*, p. 422).

88. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 36.

89. *Ibid.*, l. 3.

ques, allemands, français et scandinaves. Naturellement, tout l'argumentaire d'Artuzov, dans la perspective d'une défense des crédits alloués au département, était construit sur un « gonflement » des « succès » du KRO (« Les états-majors des armées des Puissances étrangères reçoivent à 95 % des informations concernant l'Armée rouge préparées par nous... »)⁹⁰, sur la disproportion entre les dépenses engagées par les services d'espionnage étrangers travaillant en URSS (évaluées à plus de 2,4 millions de roubles) et les crédits alloués au KRO (moins de 700 000 roubles)⁹¹, sur l'existence d'une réelle menace terroriste, provenant de « groupes surgis spontanément, composés, pour l'essentiel, de cadres aigris d'ex- » (*ozoblennyh kadrov byvših ljudei*)⁹². Faisant état des 31 tchékistes du département « tués en mission » dans le seul secteur « Sud-Est » (sur les frontières de la Turquie et de la Perse), Artuzov concluait son rapport en réclamant une forte augmentation des effectifs et des crédits du département pour faire face à « l'intensification de la contre-révolution mondiale contre l'unique pays socialiste du monde. »

*

Assurément, les sources qui ont servi de base à cette étude laissent d'importantes zones d'ombre : elles ne disent presque rien sur le personnel de la police politique. On apprend seulement, au détour d'un tableau, malheureusement incomplet⁹³, qu'à peine plus d'un tiers des agents titulaires (hors agents rétribués sur fonds secrets) étaient d'origine ouvrière ou paysanne. Que deux tchékistes sur trois fussent d'une origine sociale de « seconde classe » (employés, intellectuels ou « autres ») était un facteur qui, dans une configuration politique autre que la NEP, pouvait fragiliser ce milieu « mal né », composé d'éléments très hétérogènes⁹⁴, présentant, de surcroît, comme le rappelait le chef de la GPU d'Ukraine, tous les signes d'une « usure physique et mentale ».

Par ailleurs, les rapports, de qualité inégale, préparés en décembre 1924 par les chefs de département pour Dzeržinskij, posent parfois plus de questions — sur la

90. *Ibid.*, 1. 15.

91. *Ibid.*, 1. 20.

92. *Ibid.*, ll. 9-10. Selon Artuzov, ces « groupes terroristes [...] présents dans presque toutes les grandes villes soviétiques » étaient composés de « jeunes officiers au chômage et d'étudiants exclus des universités ». Ces groupes isolés, donc « difficilement repérables », utilisaient divers moyens terroristes, « y compris des gaz ». Artuzov évoquait l'existence d'une organisation ramifiée de lycéens. « Les crédits qui nous sont alloués pour surveiller ces groupes terroristes sont incomparablement plus maigres que les sommes allouées par le gouvernement tsariste dans la lutte contre le terrorisme. Certes, il n'existe pas encore contre notre État d'organisation centralisée pareille à celle des SR contre le tsarisme, mais l'apparition de groupes terroristes isolés, sans liens entre eux, est d'autant plus dangereuse. »

93. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 210.

94. Environ 50 % des tchékistes étaient membres du parti communiste. Parmi ces derniers, 94 % avaient adhéré depuis 1918. Les sources que nous avons consultées ne disent rien des parcours individuels et professionnels. La seule enquête un peu plus approfondie sur le personnel de la police politique est celle de juillet 1918, que nous avons exploitée dans notre article, « Qui étaient les premiers tchékistes ? », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 32, 4, octobre-décembre 1991, pp. 501-512.

réalité des actions entreprises et des résultats obtenus — qu'ils n'apportent d'éléments de réponse probants.

Le tableau d'une institution « en veilleuse », toujours présente mais sur la défensive, profondément frustrée par la situation politique du moment, incertaine de son avenir, se dégage néanmoins avec force. Il n'est guère de chef de département qui ne se plaigne des limitations, des contrôles, des pressions qui entravent quotidiennement l'action de ses services. Ainsi le chef du Département secret explique, en défendant le bilan de ses agents :

« Ce n'est pas ma faute si je n'ai pas reçu l'autorisation de mettre directement en prison tous les membres des organisations contre-révolutionnaires que j'ai démantelées. Il ne se passe pas une semaine, pas un jour même que je ne sois bombardé de pressions (*sic*) me demandant de libérer les inspireurs idéologiques de ces organisations contre-révolutionnaires, tantôt sous prétexte qu'ils ont des cors aux pieds, tantôt sous prétexte qu'ils ont une insuffisance respiratoire, tantôt parce que leur grand-père aurait rendu, par le passé, quelque service à mon parti. »⁹⁵

Dans les années qui ont suivi la « période héroïque » de la guerre civile et du communisme de guerre, il n'y a eu aucune redéfinition du rôle et de la place de la police politique dans la nouvelle conjoncture politique du moment. En même temps, les moyens — illimités durant les premières années du régime — attribués à l'OGPU ont chuté de manière spectaculaire. Ainsi s'est créée une situation fautive, génératrice de malentendus, de frustrations, de malaise. Quelle place l'institution pouvait-elle avoir dans le nouvel État ? Synthétisant les besoins en hommes et en moyens de l'OGPU, le responsable des services financiers, L. Berenzon, ne trouve, pour justifier son budget, d'autre point de repère, d'autre élément de comparaison... que les statistiques de l'Okhrana tsariste en 1912 ! Si le puissant Empire russe, doté, sur le plan international, d'un vaste réseau d'alliés, avait besoin d'une police politique forte de 13 407 agents pour « défendre l'État », n'était-il pas légitime d'accorder à l'OGPU 21 100 postes d'agents pour « défendre l'État » du seul et unique pays socialiste du monde, menacé de toutes parts d'ennemis extérieurs et intérieurs ?⁹⁶

Seule la « révolution par le haut », la relance de la guerre de classes et du projet volontariste de transformation de la société lèveront, à la fin des années 1920, l'hypothèque, libéreront les « potentialités » de ce lieu d'arbitraire absolu, « extraordinaire », de liberté totale de l'action qu'était l'institution créée par Lenin et Dzeržinskij le 7 décembre 1917.

CNRS

Institut d'histoire du temps présent
École normale supérieure de Cachan
 61, avenue du Président-Wilson
 F-94235 Cachan Cedex
 e-mail : werth@ihtp.cnrs.fr

95. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 306, l. 141.

96. RGASPI, f. 76, op. 3, d. 307, l. 206.